

**Arrêté préfectoral portant abrogation
de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 décembre 2024
Société AGORA
Commune de Roye-sur-Matz**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juillet 2016 délivré à la société AGORA pour l'exploitation de silos de stockage de céréales et d'engrais sur le territoire de la commune de Roye-sur-Matz, et, en particulier son article 10.1.2 et 10.1.6 qui dispose :

« les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion de détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2024 portant mise en demeure la société Agora et notamment son article 1 qui dispose :

« La société AGORA exploitant des stockages de céréales et d'engrais sur le territoire de la commune de Roye-sur-Matz est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 10.1.6 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé :

- en mettant en place une détection automatique d'incendie ou de combustion de détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz au niveau des magasins de stockage et notamment au sein de la case de stockage d'ammonitrates ;

dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 18 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite d'inspection du 16 juin 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que les travaux d'installation de détecteurs de fumée au niveau des cases de stockage du bâtiment engrais ont été réalisés ;
2. la société AGORA respecte donc en intégralité les dispositions édictées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 décembre 2024 ;
3. il y a donc lieu d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 décembre 2024 susvisé.

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1er :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 décembre 2024, délivré à la société AGORA sise sur la commune de Roye-sur-Matz pour ses dispositions de protection contre les explosions, sont abrogées.

Article 2 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

L'autorité préfectorale peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 :

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Roye-sur-Matz pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Roye-sur-Matz fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Roye-sur-Matz, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **29 JUIL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Frédéric BOVET

Destinataires

La société AGORA

Le maire de la commune de Roye-sur-Matz

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

